

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.4/L.37
4 février 1959

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU SECRETARIAT NATIONAL DU "KAMERUN NATIONAL DEMOCRATIC PARTY"
A MANKON CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Secrétariat national du K.N.D.P.,
Mankon,
Bureau de poste de Bamenda.

Le 31 décembre 1958

Monsieur le Haut Commissaire
du Cameroun méridional,
Cabinet du Haut Commissaire
à Lagos.

Protestation contre l'impression de bulletins de vote
au Cameroun méridional

Monsieur le Haut Commissaire,

C'est avec le plus profond regret que je me vois contraint de protester auprès de Votre Excellence, au nom de mon parti, contre l'ordre d'imprimer des bulletins de vote donné par le Gouvernement du Cameroun méridional. Votre Excellence n'ignore pas l'attitude dénuée de scrupules et tyrannique du K.N.C., parti au pouvoir.

L'impression de bulletins de vote sous la direction du gouvernement provoque la plus grande inquiétude, étant donné qu'il est possible d'en subtiliser et de falsifier ainsi les prochaines élections législatives. Qui plus est, les imprimeurs auxquels il est fait appel sont tous nigériens et les Camerounais ont été mis à l'écart de ces opérations. Dans ces conditions, je crains que les élections ne soient pas aussi justes qu'on l'escomptait.

Les réclamations présentées à l'occasion d'élections entraînent souvent de longs litiges et, dans ce cas, le gouvernement aura déjà été constitué. C'est pourquoi, au nom de mon parti, je prie Votre Excellence de nous donner l'assurance que si, dans un bureau de vote, le nombre des bulletins comptés dépasse celui des votants, le résultat du vote soit déclaré nul.

2. Je n'ignore pas qu'il est fait appel, au Cameroun, à des forces de police nigériennes venues spécialement pour participer au contrôle des opérations électorales. Les questions en cause intéressent au plus haut point la Nigeria et le Cameroun, mais, puisque les élections sont une affaire purement camerounaise, elles devraient être surveillées par la police camerounaise, les renforts de police nigérienne étant utilisés pour maintenir l'ordre là où sont installés des services du gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Le Président général

Signé : J. FONCHA

Copies : Organisation des Nations Unies,
New-York (Etats-Unis d'Amérique).

Secrétaire d'Etat aux colonies,
Londres.

Chief Electoral Officer, Buca.

Le destinataire.